

BURKINA FASO

*Mission Permanente auprès
des Nations Unies*



*La Patrie ou la Mort
Nous vaincrions*

QUATRE VINGTIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

-----0-----0-----
-----0-----

PREMIERE COMMISSION

DEBAT GENERAL

DECLARATION DU BURKINA FASO

Prononcée par :

Son Excellence Monsieur Oumarou GANOU
Ambassadeur, Représentant Permanent

New York, le 10 octobre 2025

(Vérifier au prononcé)

Monsieur le Président,

C'est un honneur pour le Burkina Faso de prendre part aux travaux de la Première Commission en cette 80^e session. Je vous félicite pour votre élection ainsi que celle des membres du Bureau, et réaffirme notre disponibilité à coopérer pleinement.

Mon pays s'associe également aux déclarations faites au nom du Groupe africain et du Mouvement des Non-Alignés.

**Monsieur le Président,
Distingués délégués,**

Nous nous réunissons dans un contexte marqué par de profondes crises mondiales. Dans ce climat d'incertitudes, le Burkina Faso réaffirme son attachement indéfectible aux principes de la Charte des Nations Unies et au multilatéralisme, seul cadre crédible pour promouvoir la paix et la sécurité internationales.

Depuis près d'une décennie, mon pays affronte une crise sécuritaire sans précédent. Jadis havre de paix et de stabilité, le Burkina Faso est aujourd'hui durement frappé par des attaques terroristes persistantes. L'abondance et la sophistication des armes utilisées par ces terroristes interrogent : comment parviennent-ils à se procurer des armements modernes et en quantité au cœur du Sahel qui n'en produit pas ? Cette situation met en évidence l'existence de réseaux transnationaux de trafic et les insuffisances des mécanismes internationaux de contrôle.

Le Burkina Faso reste déterminé à défendre sa souveraineté et est conscient que cette lutte, ne peut se mener et se gagner seul, du fait du caractère transfrontalier du terrorisme. C'est pourquoi nous appelons à une mobilisation internationale renforcée à travers :

- Une coopération accrue contre le terrorisme et le trafic d'armes, incluant le partage systématique de renseignements;
- Un appui durable aux forces de défense et de sécurité du Sahel ;
- Une approche globale qui lie sécurité, développement et gouvernance.

Monsieur le Président,

La prolifération des armes légères et de petit calibre reste un facteur majeur de déstabilisation. A ce sujet, le Burkina Faso appelle à l'application intégrale du Programme d'action des Nations Unies, à l'universalisation du Traité sur le commerce des armes, et au renforcement de la coopération technique pour tracer et contrôler ces flux.

Par ailleurs, les armes de destruction massive demeurent une menace pour l'humanité. Nous plaidons pour l'universalisation des Conventions d'Ottawa et d'Oslo, pour une mise en œuvre équilibrée du Traité de non-prolifération nucléaire, et pour l'universalisation du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, notamment à travers la création de zones exemptes d'armes nucléaires.

Monsieur le Président,

Le Burkina Faso partage les préoccupations du Mouvement des Non-Alignés face à l'augmentation vertigineuse des dépenses militaires mondiales, notamment dans les arsenaux nucléaires et les technologies à usage militaire. Ces ressources colossales devraient être consacrées aux besoins vitaux des populations.

Pour un pays comme le Burkina Faso, qui lutte contre le terrorisme tout en affrontant les défis du développement et du changement climatique, le gouvernement travaille à trouver des ressources innovantes pour soutenir sa lutte armée contre le terrorisme, sans compromettre ses efforts de développement, pour que nos populations ne manquent pas d'écoles, d'hôpitaux, d'infrastructures et de moyens de subsistance.

Nous exhortons les pays développés à soutenir les pays qui luttent quotidiennement pour la survie de leur population contre le terrorisme et à rediriger une partie de leurs dépenses militaires vers le développement durable, car la véritable sécurité collective réside dans l'investissement pour l'humain, et non dans l'accumulation d'armes.

Concernant l'intelligence artificielle et les systèmes d'armes autonomes, le Burkina Faso estime que le contrôle humain doit rester central. Nous appelons à examiner de manière holistique, transparente et équitable les implications éthiques, juridiques et humanitaires de ces technologies.

S'agissant du cyberspace, nous insistons sur la nécessité de garantir son usage exclusivement pacifique et d'éviter qu'il ne devienne un champ de confrontation.

Monsieur le Président,

Le Burkina Faso croit fermement au multilatéralisme comme cadre légitime pour relever ces défis. Nous appelons à revitaliser la Conférence du désarmement, à assurer une représentation géographique équitable dans les organes concernés, et à convoquer une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

En définitive, la lutte contre le terrorisme demeure notre principale priorité, indissociable des efforts mondiaux pour le désarmement et la paix. Notre vision est claire : œuvrer à un monde plus sûr et plus équitable, fondé sur la Charte des Nations Unies et sur les Objectifs de développement durable.

Avec une volonté politique commune, nous pouvons transformer ces aspirations en réalité.

Je vous remercie.